

Agriculture méditerranéenne : les trois défis de la mondialisation

Rastoin J.L.

in

Abis S. (coord.), Blanc P. (coord.), Lerin F. (coord.), Mezouaghi M. (coord.).
Perspectives des politiques agricoles en Afrique du Nord

Paris : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 64

2009

pages 205-211

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=801114>

To cite this article / Pour citer cet article

Rastoin J.L. **Agriculture méditerranéenne : les trois défis de la mondialisation**. In : Abis S. (coord.), Blanc P. (coord.), Lerin F. (coord.), Mezouaghi M. (coord.). *Perspectives des politiques agricoles en Afrique du Nord*. Paris : CIHEAM, 2009. p. 205-211 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 64)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Agriculture méditerranéenne : les trois défis de la mondialisation

Jean-Louis Rastoin

Montpellier SupAgro, UMR 1110 Moisa

La Méditerranée a constitué, avec les empires grec, romain, puis ottoman, le foyer de puissantes « Économies-monde régionales » conceptualisées par Fernand Braudel (Braudel, 1985). L'Histoire n'a pas repassé les plats et les véritables mondialisations au sens d'une croissance planétaire des échanges humains, matériels et immatériels – la première entre 1870 et 1914, la seconde depuis 1980 – se sont faites autour d'autres pôles géographiques en captant dans leur périphérie les pays méditerranéens. La deuxième mondialisation, pour reprendre l'expression de Suzanne Berger du MIT (Berger, 2003), n'est plus une hypothèse, c'est devenu une réalité, avec de nouveaux flux d'échanges qui recomposent les territoires selon la théorie des archipels de Pierre Veltz : les espaces économiques se substituent progressivement aux États-Nations (Veltz, 1996). Pour le chercheur, il est donc intéressant d'identifier ces espaces, leur densité et leur cohérence et de s'interroger sur leur place dans le monde multipolaire émergent depuis la chute du mur de Berlin en 1989. L'agriculture, dont le déclin en termes de contribution relative au PIB, à l'emploi et aux échanges internationaux s'est vérifié dans une large majorité de pays depuis un siècle, a soudain retrouvé une actualité avec la crise alimentaire de 2008 et se situe désormais au cœur des débats sur l'impact de la mondialisation. Ce retour aux fondamentaux des besoins humains combiné aux contraintes pressantes des crises environnementales, sociales et financières, incite à de nouvelles visions prospectives. Nous analyserons l'interface agriculture/mondialisation dans l'espace méditerranéen à partir de trois dynamiques qui sont autant de défis interdépendants : la population, la production et le commerce international.

I – Nourrir « durablement » une population en forte croissance

Dans le système alimentaire, la question des Hommes est doublement critique : par la consommation et la production. La fonction de consommation alimentaire est vitale et concerne l'ensemble de la population. En définissant la Méditerranée comme la zone constituée des pays riverains, on peut distinguer la rive Nord, avec 8 pays appartenant à l'UE (Chypre, Espagne, France, Grèce, Italie, Malte, Portugal¹ et Slovénie) et les deux autres rives, avec 16 pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM : Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie², Monténégro, Palestine, Syrie, Tunisie et Turquie), soit au total 24 pays. Les pays méditerranéens rassembleront en 2010 près de 500 millions d'habitants et, en 2030, horizon raisonnable de la prospective, un peu plus de 580 millions, soit une progression en une génération de 17%, essentiellement imputable aux PSEM (+ 25%, alors que la moyenne mondiale se situe à + 20%). Outre le défi quantitatif, les PSEM devront résoudre un grave problème qualitatif. En effet, comme l'a montré Martine Padilla, sous l'effet de la mondialisation, le modèle de consommation alimentaire s'est profondément transformé dans les 50 dernières années dans ces pays et tend à rejoindre le modèle dit « occidental » (Padilla in Hervieu, 2008), avec des impacts négatifs sévères dans un scénario « au fil de l'eau » puisque l'on passe d'un régime nutritionnellement excellent (la fameuse « diète méditerranéenne ») à un régime hypercalorique et glucidique, générateur d'un cortège de pathologies (obésité, diabète, maladies cardio-vasculaires, cancers).

La population des PSEM subit une autre transition : le passage d'un habitat rural à un habitat urbain, impulsé par une société de production et de consommation de masse. Les villes qui

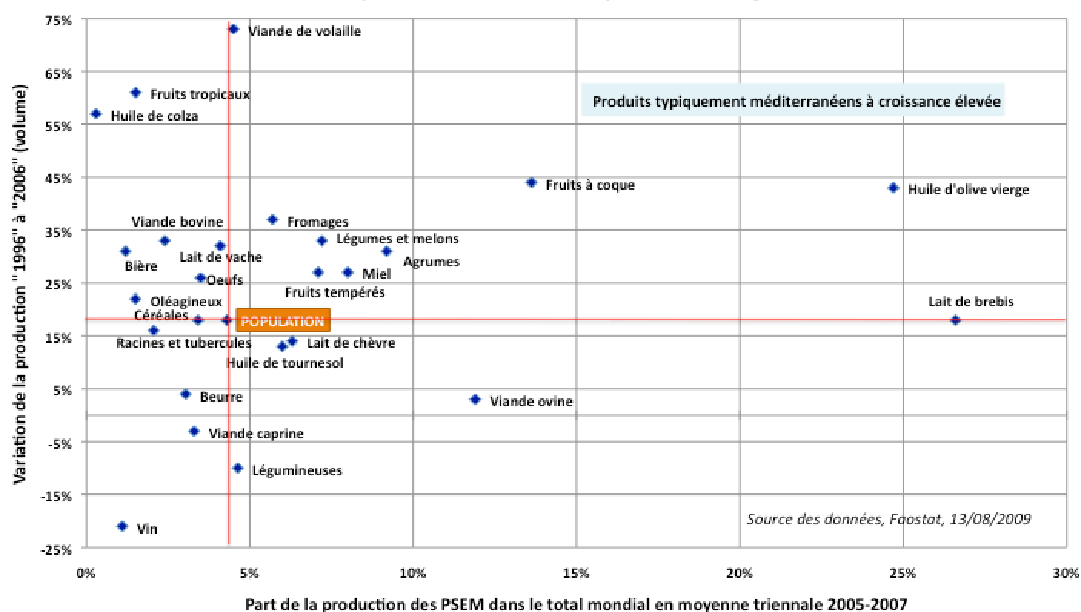
regroupaient 50% de la population en 1990 vont en héberger 65% en 2030. Cependant, à la différence des pays de la rive Nord de la Méditerranée, les PSEM verront leur population rurale (à 80% agricole) continuer d'augmenter en valeur absolue, passant de 116 millions de personnes en 2005 à 126 millions en 2025, pour amorcer ensuite un lent déclin. Ce phénomène conduit mécaniquement à une réduction de la surface agricole par actif et rend difficile la modernisation du secteur et en conséquence la réduction de la pauvreté, facteur essentiel de l'amélioration de la situation alimentaire.

L'émigration est un moyen « contraint » d'échapper au carcan de la pauvreté. Elle se chiffre à environ 65 millions de personnes en 2004³ pour l'ensemble de la planète dont 7 millions pour les PSEM. Deux pays se détachent : le Maroc, avec près de 3 millions de personnes, soit l'équivalent de 9% de sa population en 2004, et la Turquie avec 3,5 millions, soit 4,5%. Cette émigration concerne principalement les zones rurales. La création de plusieurs dizaines de millions d'emplois en zone rurale dans les PSEM représente ainsi un objectif prioritaire très lié à celui de la sécurité alimentaire.

II – Constituer un portefeuille de produits agricoles régionaux pertinent et compétitif

La région méditerranéenne a créé au long des millénaires, souvent en important des végétaux et des animaux d'autres zones (par exemple les agrumes de Chine et la tomate d'Amérique centrale), une agriculture à forte typicité qui a elle-même généré un modèle alimentaire original en se combinant avec un mode de vie et une culture spécifiques. Les produits sélectionnés sont par définition bien adaptés aux conditions agroclimatiques locales. Sous réserve de techniques de production améliorées et d'une politique alimentaire stimulante, ces produits méditerranéens pourraient constituer un « portefeuille » ou un « panier » différencié, à ancrage territorial, bénéficiant d'un large marché à l'exportation porté par la vogue de la diète méditerranéenne et d'un potentiel de « reconquête » du marché intérieur des PSEM. La spécificité productive méditerranéenne peut être repérée à l'aide d'un indicateur simple, la fraction de la production mondiale réalisée par les PSEM⁴. Lorsque cette fraction est supérieure à la part des PSEM dans la population mondiale, on considère qu'il s'agit d'un produit « méditerranéen ». Nous avons également retenu comme indicateur de dynamisme des produits leur progression en volume dans les dix dernières années. Selon cette méthode, 13 produits, sur une liste de 25 représentant la base de l'alimentation, peuvent être qualifiés de « méditerranéens ». Le graphique suivant permet de les visualiser. On détachera 6 produits qui réalisent plus de 8% de la production mondiale (avec 4,3% de la population) et dont le taux de croissance a été supérieur à celui de la population des PSEM : le lait de brebis, l'huile d'olive, les fruits à coque, les agrumes et le miel. Ce mouvement atteste d'une « mondialisation » des produits méditerranéens en ce sens que des excédents de production par rapport à la consommation locale permettent une intégration au marché international.

Matrice croissance /part de marché de la production agricole des PSEM



Cependant, un double danger menace ces produits typiques : d'une part l'épuisement des ressources naturelles (terre et eau), d'autre part leur « délocalisation » dans d'autres zones agroclimatiques plus compétitives.

La terre est peu abondante et rarement fertile dans les pays méditerranéens. La superficie cultivée est stable depuis 10 ans, autour de 50 millions d'ha, alors qu'elle a progressé de 3% en Inde, de 6% en Chine et de 41% au Brésil. Les disponibilités en terre par habitant sont encore légèrement supérieures à la moyenne mondiale (0,18 ha/habitant contre 0,12 en 2005), mais devrait fléchir du fait du changement climatique, de l'érosion et des emprises non agricoles. L'eau manque cruellement dans la zone et la situation se dégrade rapidement : selon la base de données Aquastat de la Fao, 13 PSEM sur 15 se situaient en 2007 au dessous du seuil de 1000 m3 de ressources internes renouvelables en eau par tête considéré comme un minimum pour pouvoir satisfaire les besoins humains vitaux ; 12 pays étaient entre 100 et 400 m3, et 2 (Égypte et Libye) en dessous de 100 m3. Comme l'agriculture mobilise 70% des ressources en eau, la situation est réellement critique et conduit à des méthodes très onéreuses d'approvisionnement comme les forages très profonds des nappes phréatiques ou le dessalement de l'eau de mer, pratiques qui de plus n'ont aucun caractère « durable ».

La progression des cultures méditerranéennes en dehors de leur zone historique est rapide, portée par l'extension de la demande. Pour le produit le plus emblématique, l'olivier, on note que les superficies plantées ont progressé en moyenne de 50% dans les PSEM au cours des 20 dernières années (1985-2005, moyennes triennales), de 900% en Australie (7000 ha contre 700), de 93% au Chili (6600 ha) et de 66% au Pérou (9300 ha). Nul doute que la concurrence sera rude dans les années à venir, d'autant plus que les compétences techniques et managériales des pays du Nouveau Monde sont élevées si l'on se réfère à l'expérience du marché du vin.

III – Réduire la dépendance extérieure

Les PSEM ont enregistré en 2004-2006 un déficit de leur balance agricole internationale de plus de 12 milliards de dollars et de près de 14 milliards si l'on retire la Turquie, seul pays excédentaire de la zone. Le déficit (hors Turquie) s'est creusé de 60% entre 1995 et 2005 (moyennes triennales) et a doublé entre 2005 et 2008 en raison de la flambée des cours. Le poids du déficit agricole est considérable : de 1 à 6% du PIB en 2005. Selon les calculs de l'IFPRI, une hausse de 15% du prix des produits agricoles sur le marché international coûte 0,9% de son PIB à la Jordanie, 0,8% au Liban, 0,7% à l'Algérie et 0,3% à l'Égypte, et à la Tunisie (Minot *et al.*, 2007).

Dans la liste des 12 catégories de produits agricoles de la nomenclature des Nations Unies, pour les 16 PSEM, seuls les fruits et légumes affichent un excédent commercial (4,3 milliards de dollars en moyenne 2004-2006) et 9 produits enregistrent un déficit supérieur à 1 milliard de dollars. Les produits alimentaires qui pèsent le plus lourd dans le déficit sont les céréales (près de 40% du déficit alimentaire total)⁵, les produits laitiers, les aliments pour animaux, les huiles, le sucre, les oléagineux). On notera également la détérioration de la balance commerciale dans les 10 dernières années pour tous les produits à l'exception des huiles.

Tableau 1 : PSEM : un déficit alimentaire de grande ampleur et qui se creuse

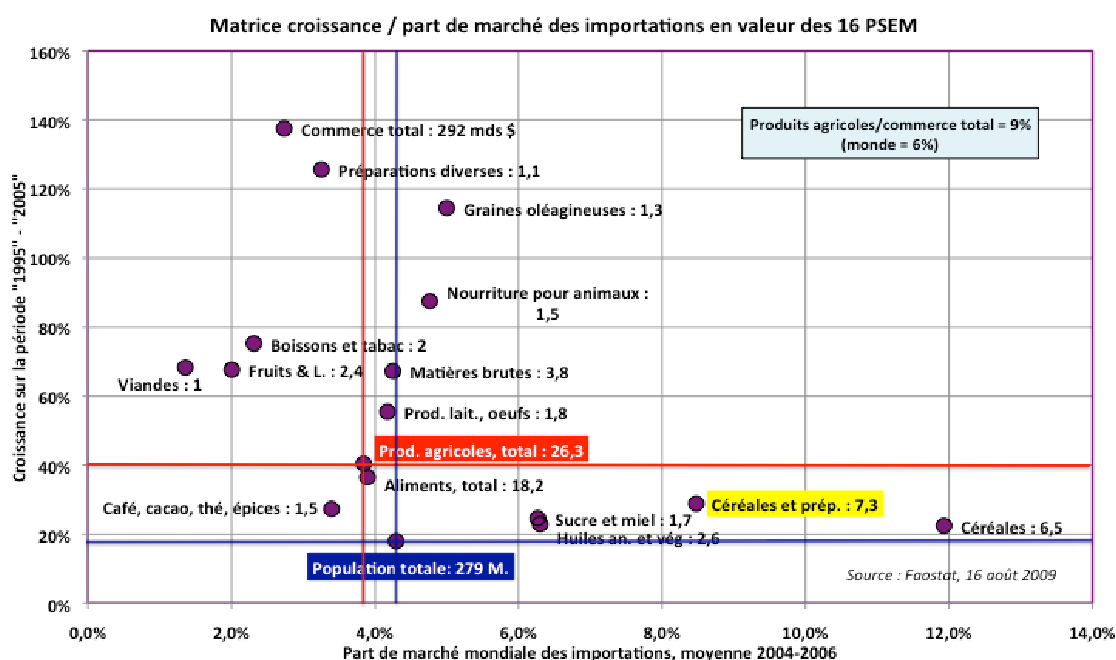
Produit / Solde X - M	Moyenne 2004-06 (M. US\$)	Répartition "2005"	Variation "95"- "05"
Fruits et Légumes 05	4 299		57%
Céréales et préparations 04	-5 910	37,6%	21%
Produits laitiers et œufs 02	-1 443	9,2%	39%
Nourriture pour animaux 08	-1 400	8,9%	87%
Huiles animales et végétales 4	-1 261	8,0%	-22%
Sucre et miel 06	-1 235	7,9%	17%
Graines oléagineuses 22	-1 202	7,6%	121%
Café, thé, cacao, épices 07	-1 201	7,6%	20%
Boissons et tabacs 1	-838	5,3%	133%
Viande et préparations 01	-827	5,3%	88%
Préparation nourriture, divers 09	-401	2,6%	614%
Produits alimentaires dé icitaires	-15 719	100,0%	34%
Produits agricoles, total	-12 212		21%
Commerce total	-44 102		3%

FAOSTAT | © OAA Division de la Statistique 2009 | 13 août 2009

La concentration des flux internationaux de marchandise peut se mesurer en utilisant l'étalon de la population. Les PSEM montrent une spécialisation réussie dans le secteur des fruits et légumes puisqu'ils réalisent, avec 4,3% de la population mondiale, 6% des exportations totales

de ces produits en 2004-2006, avec une croissance de plus de 60% en valeur dans les dix dernières années. Bien que les parts de marchés demeurent très faibles, on note également une forte progression des exportations de produits laitiers (239%) et d'huiles (157%)., principalement au sein de la zone PSEM et vers l'Afrique au sud du Sahara. Cependant, la spécialisation concerne surtout les importations et en particulier les céréales (12% des importations mondiales), le sucre et les huiles (6,3%), les graines oléagineuses (5%). Les PSEM constituent une zone où les importations agricoles représentent une fraction importante du commerce total (9% contre 6% en moyenne mondiale). Ces chiffres révèlent deux tendances importantes du point de vue de la mondialisation : d'une part l'émergence d'un courant d'affaires Sud/Sud, d'autre part le niveau élevé de la dépendance externe des PSEM pour leur approvisionnement alimentaire qui atteint des proportions préoccupantes compte tenu des volumes concernés dans 3 pays : l'Égypte, l'Algérie et le Maroc.

La mondialisation se mesure à l'aide d'autres indicateurs, notamment les échanges de capitaux et de services. Concernant les IDE (investissements directs à l'étranger), les PSEM ne constituent pas encore une zone attractive, avec, sur 2002-2004, moins de 0,4% des flux entrants mondiaux totaux, 1,6% pour l'agriculture et 0,9% pour les industries agroalimentaires, alors que ces pays comptent 4,3% de la population mondiale. Ce sous-investissement est un problème sérieux, car les entreprises de la zone ont un gros besoin en matière de « mise à niveau ».



La Méditerranée est la première destination touristique mondiale. Si la France (76 millions d'entrées d'étrangers en 2005), l'Espagne (56 millions), l'Italie (37) et la Grèce (14) accueillent la majorité des flux, les PSEM (61 millions) connaissent une croissance soutenue (doublement en 10 ans). Le tourisme a un impact évident sur le système alimentaire à travers la consommation in situ, que l'on peut estimer au quart environ des recettes en devises, soit près de 15 milliards de dollars sur un total de 60 milliards en 2005 dans les PSEM, et les courants d'exportation générés. Les autres services liés au système alimentaire sont difficiles à estimer :

logistique, télécommunications, brevets. Ils sont probablement significatifs pour les deux premiers et décevants pour le troisième. Les PSEM se caractérisent encore par une faiblesse du dispositif d'innovation et un dispositif de formation encore peu ouvert à l'international dans le domaine agricole et agroalimentaire.

IV – Quelques pistes pour relever le triple défi de la mondialisation agricole et alimentaire dans les PSEM

Le premier défi est incontestablement un problème de santé publique. La dérive du modèle de consommation alimentaire provoquée par la mondialisation de produits agroindustriels trop riches en calories vides provoque lentement (et donc de façon peu perceptible à court terme) l'apparition de véritables pandémies potentiellement très coûteuses en termes humains, sociaux et économiques (Rastoin in Hervieu, 2007). Dans les PSEM, on est face à un paradoxe choquant, puisque la diète méditerranéenne est considérée comme une « norme nutritionnelle ». Pour prévenir les fléaux en gestation, il est indispensable de mettre en place de véritables politiques de sécurité alimentaire qualitative dans les PSEM (la sécurité alimentaire quantitative ne touche que très peu à ce jour les PSEM). Ces politiques doivent se bâtir sur le socle du régime alimentaire traditionnel local plutôt que sur la complémentation ou médicalisation des aliments préconisée par les firmes multinationales. Ce fondement présente un avantage non négligeable, celui de revitaliser ou de créer des filières agroalimentaires génératrices de développement local durable. Il doit s'appuyer – et l'on fait du même coup le lien avec le second défi, celui de la production – sur un dispositif de recensement, caractérisation, de mise aux normes par l'innovation et enfin de protection des produits locaux. La création d'un label méditerranéen pour les produits alimentaires constituerait à cet égard un outil puissant de promotion pour la reconquête du marché intérieur dans les PSEM et l'exportation, contribuant à réduire le déficit commercial international abyssal des PSEM. Ce troisième défi nécessitera bien entendu d'autres outils qui sont à trouver du côté de la coopération de proximité. En priorité, un co-développement de la production alimentaire dans les PSEM par les partenariats scientifique, technique et économique : les gisements de productivité restent importants dans ces pays et des paquets technologiques innovants et durables⁶ peuvent être mis en œuvre rapidement si un cadre institutionnel et humain de coopération favorable est créé. En second lieu, une nouvelle politique commerciale internationale macro-régionale. En effet, sur la rive Nord de la Méditerranée se situe l'un des deux points d'ancrage de l'Union européenne, premier exportateur mondial de produits alimentaires, mais qui ne réalise que 10% de ses ventes extra-communautaires vers les PSEM et qui n'importe que 10% de ses produits agricoles des PSEM, tandis que ces derniers achètent 35% et vendent 51% de leurs produits agricoles à l'UE. Le déséquilibre est manifeste. En outre, les produits échangés sont complémentaires plus que concurrents : céréales et produits laitiers dans le sens Nord-Sud, fruits et légumes du Sud vers le Nord. Tous les exercices de prospective convergent pour annoncer une aggravation du déficit alimentaire des PSEM. En 2050, la zone ANMO (Afrique du Nord-Moyen-Orient) risque de connaître une situation critique. Le décalage entre les ressources locales et la consommation atteignait 54% de l'offre en 2003. Il devrait plus que doubler en 2050 pour atteindre le chiffre abyssal de 137%. Par habitant, ce déficit sera alors 3 fois plus important qu'en Afrique au sud du Sahara, longtemps considérée comme la zone la plus vulnérable au monde (Chaumet *et al.*, 2009).

Tous ces éléments militent pour une action d'envergure. Elle pourrait prendre la forme d'un « Pacte agricole, agroalimentaire et de développement rural durable » élaboré dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée, à inscrire dans la « fenêtre de tir » ouverte par la réforme de la PAC de 2013 (Dubreuil *et al.*, 2007).

Notes

1. Le Portugal n'est pas riverain de la Méditerranée mais peut y être rattaché pour des raisons agro-climatiques.
2. La Mauritanie n'est pas riveraine de la Méditerranée, mais y est rattachée pour des raisons géopolitiques (appartenance à l'Union du Maghreb Arabe et à l'Union pour la Méditerranée)
3. Il s'agit du stock comptabilisé de migrants en vie et non encore naturalisés dans le pays d'arrivée. Notons que les stocks en 2004 restent très inférieurs à ceux de 1900.
4. Il aurait fallu en toute rigueur prendre également en compte les régions méditerranéennes des 8 pays membres de l'UE riverains de la Méditerranée, ce qui aurait augmenté de façon sensible les chiffres présentés ici.
5. La quasi totalité des céréales produites et importées dans les PSEM est destinée à l'alimentation humaine, alors que le tiers concerne l'alimentation des animaux en Europe.
6. Par exemple, dans le domaine très sensible de l'irrigation, un développement des techniques de bas volume (du type « goutte-à-goutte ») permettrait de réduire la consommation en eau de 50% par rapport aux méthodes classiques d'aspersion ou de submersion, mais ces techniques nécessitent des investissements importants. Une coopération euro-méditerranéenne dans ce domaine pourrait être exemplaire en combinant les aspects R&D et formation, le montage financier, et la fourniture des équipements.

Références bibliographiques

Abis S., 2009, Désordres agricoles et alimentaires en Méditerranée, Revue politique et parlementaire, n°1051, Paris.

Berger S., 2003, Notre première mondialisation, Seuil, Paris

Braudel F., 1985, La dynamique du capitalisme, Arthaud, Paris

Dubreuil C., Rastoin J.L., 2007, Un pacte agricole, agroalimentaire et rural pour l'intégration méditerranéenne, IPEMED, Paris

Minot N., Chemingui M., Thomas M., Dewina R., Orden D., 2007, Impact of trade liberalization on agriculture in the Near East and North Africa, Ifpri, Ifad, Washington

Chaumet J.M., Delpeuch F., Dorin B., Gherzi G., Hubert B., Le Cotty T., Paillard S., Petit M., Rastoin J.L., Ronzon T., Treyer S., 2009, Agricultures et alimentations du monde en 2050 : Scénarios et défis pour un développement durable, Inra-Cirad, Paris : 202 p.

Hervieu B., éd., 2008, Mediterra, Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée, Les Presses de SciencesPo., CIHEAM, Paris : 368 p.

Minot N., Chemingui M., Thomas M., Dewina R., Orden D., 2007, Impact of trade liberalization on agriculture in the Near East and North Africa, Ifpri, Ifad, Washington

Hervieu B., éd., 2007, Mediterra, Identité et qualité des produits alimentaires méditerranéens, Les Presses de SciencesPo., CIHEAM, Paris.

Veltz P., 1996, Mondialisation villes et territoires, L'économie d'archipel, PUF, Paris : 262 p.

